

Michel Godet*
PROFESSEUR AU CNAM



Briser le consensus sur le chômage

Les causes du chômage sont analysées et connues des spécialistes : le coût du travail trop élevé en France, malgré la réduction des charges pesant notamment sur le salaire minimum ; un système d'indemnisation du chômage trop généreux, peu incitatif au retour à l'emploi ; une dualisation du marché du travail entre travailleurs protégés par un CDI et travailleurs exposés à la précarité des CDD et des petits boulots ; les gaspillages de notre système éducatif, de la formation professionnelle, et le développement insuffisant de l'apprentissage pour les jeunes.

Ces exceptions françaises sont des boulets face à la mondialisation. Les contraintes de compétitivité sont les mêmes pour tous les pays, mais certains de nos voisins s'en sortent mieux que nous avec des taux de chômage deux à trois fois plus faibles. En ouvrant les yeux sur la réalité des pays à chômage faible (Allemagne, Suisse...), nous découvrons deux clés : l'insertion précoce des jeunes de 15 à 19 ans (50% en Allemagne et en Suisse, contre moins de 10% en France) ; le temps partiel, antidote au chômage (26% en Suisse, 22% en Allemagne, 20% en Autriche, contre moins de 14% en France). Mieux vaut un chômeur à mi-temps qui travaille et entretient ses compétences plutôt qu'un chômeur indemnisé à plein-temps qui altère son employabilité. Troisième clé à mentionner : l'activité, qui crée la richesse, donc l'emploi. C'est l'occasion de découvrir que le temps de travail par actif est une statistique mirage qui masque l'essentiel : le temps de travail par habitant. En France, l'actif occupé travaille 80 heures de plus par an que son homologue allemand, et une centaine d'heures de plus que son équivalent aux Pays-Bas, avec une productivité apparente (PIB par actif) plus élevée. Fallait-il en conclure que la France pouvait se payer les 35 heures ? Non, puisque la France depuis 2001 recule, par rapport à ses partenaires, en progression du PIB par habitant. Ce qui compte pour la création de richesses, c'est aussi le taux d'emploi au sein de la population active, et il est près de 10 points plus élevé aux Pays-Bas et en Allemagne que chez nous. Le nombre d'heures travaillées en moyenne par an et par habitant fait bien la différence. Or Néerlandais et Allemands travaillent 90 heures de plus que nous par habitant.

A ces trois constats s'ajoutent trois idées contre-intuitives : un salaire moyen élevé n'est pas l'ennemi de l'emploi – il est 30% plus élevé en Suisse qu'en France ;

le chômage est d'autant plus faible que les étrangers actifs sont plus nombreux (23% de la population active en Suisse ; 9% en Allemagne et 6% en France) ; et la réduction des inégalités par les transferts sociaux est un atout pour la performance économique. Nos relations sociales semblent être gouvernées par les seuls rapports de force, dans un marché du travail où la sécurité des uns se nourrit de l'insécurité des autres. Entre les acteurs dominants du jeu social, il y a bien un consensus sur le chômage, puisque le PIB a doublé depuis 1975, alors que le chômage a quadruplé. Le maillon faible dans ce rapport de force : toujours les chômeurs, qui se contentent

Instaurer un contrat unique de travail, revoir l'indemnisation, sortir des 35 heures... La lutte contre le chômage requiert un peu de courage.

des miettes. Et leur silence est assourdissant comparé au bruit que font les nantis du système dès qu'on touche à leur os à moelle.

Pour briser le consensus sur le chômage, il faudrait changer les règles de gouvernance politique et syndicale ; ne plus avoir de syndicats sans syndiqués qui vivent de mannes publiques plus ou moins transparentes, ou de fonds partiellement détournés, comme la formation professionnelle. C'est pourquoi nous proposons un chèque syndical, payé par le patron, pour renforcer la représentativité. Un chèque donné aux chômeurs, ce qui améliorerait la défense de leurs intérêts par les syndicats en place. Il faudrait instaurer un contrat unique de travail pour tous ; développer l'apprentissage et le permettre à tout âge ; remplacer le salaire minimum par un revenu minimum d'activité complétant d'une prime à l'emploi les salaires insuffisants ; rendre l'indemnisation du chômage plus incitative à la reprise d'activité ; lever les freins à l'embauche ; et, sortir par le haut des 35 heures et du débat sur les retraites.

Avec un peu de courage et du bon sens, l'avenir peut se bâtir autrement. Le salut est dans la récompense des efforts, des talents et des prises de risque. Dans l'encouragement des fourmis plus que des cigales, bref, dans l'effort, l'épargne solidaire et le souci du temps long et responsable vis-à-vis des générations futures. ■



* Auteur de *Libérez l'emploi. Pour sauver les retraites*, éditions Odile Jacob.